

**M'SILA**

Une escadrille pour veiller sur la circulation routière

Le groupement d'intervention de la Gendarmerie nationale de M'sila vient de bénéficier mercredi dernier des services de l'escadrille 112, une unité aérienne composée de 3 hélicoptères qui auront pour tâche de veiller essentiellement sur le trafic routier, lutter contre le crime organisé, superviser et surveiller le territoire national et intervenir en cas d'accidents de la route enregistrés dans le territoire de la wilaya de M'sila et les autres wilayas limitrophes.

Le coup d'envoi de cette nouvelle formule de contrôle a été donné par le général Bidel Aïssa, commandant régional de la Gendarmerie nationale de la région de Blida, qui était présent hier dans le groupement d'intervention de «Draâ El Hadja» de M'sila, où il s'est entretenu avec les éléments de la presse locale, à qui il a expliqué le rôle de ces trois appareils qui peuvent intervenir rapidement et à n'importe quel moment pour renforcer les efforts des éléments répartis à travers le réseau routier de la région, notamment suite à un appel de l'une des unités de la Gendarmerie nationale.

A. Laïdi

**AMÉLIORATION URBAINE DANS LA CAPITALE**

159 quartiers concernés

**Afin d'améliorer le cadre de vie des citoyens, la wilaya d'Alger a entamé depuis l'année dernière un nouveau chantier qui consiste à améliorer les quartiers urbains. 159 quartiers urbains se situant dans différentes communes de la capitale entrent dans ce programme.**

Selon Abdelkader Zoukh , wali d'Alger, le programme d'amélioration urbaine a été lancé en 2014 et a touché les lotissements sociaux qui ont été réalisés durant la période «spéciale» qu'a traversée l'Algérie où les gens ont construit sans prendre en compte les travaux d'aménagement.

L'ensemble des quartiers dépourvus de voiries, d'assainis-

sement, de trottoirs, d'éclairage et d'eau potable vont bénéficier d'amélioration et d'aménagement urbain.

Aucun délai n'a été fixé ou exigé des bureaux d'études, précise le wali d'Alger, pour achever ces travaux. «Les délais de réalisation peuvent prendre six mois ou une année, c'est en fonction de l'importance du site», a souligné le

wali qui était en visite d'inspection jeudi dans six lotissements concernés par ce programme dans les communes de Hussein Dey, Dar El Beida, Baraki, Birtouta et Zeralda.

Pour ces six sites, une enveloppe de 50 milliards de centimes a été allouée par la Wilaya.

«Nous avons le budget nécessaire pour l'ensemble du programme, le problème d'argent ne se pose pas, le besoin se pose au niveau des promoteurs et des bureaux d'études de niveau», a indiqué Abdelkader Zoukh. Il a aussi rappelé que l'opération de logement se poursuit et que 18

000 familles ont été relogées jusqu'à présent dans le cadre de l'éradication de l'habitat précaire.

Les prochaines opérations se feront au fur et à mesure de la réception des listes des bénéficiaires mais aussi des chantiers. La wilaya d'Alger dispose d'un quota de 85 000 unités de logements sociaux.

80 000 sont en cours de réalisation et 5 000 n'ont pas encore démarré.

Actuellement la wilaya est en train de livrer les 25 000 logements réceptionnés.

Salima Akkouche

**BOUIRA**

Des villageois ferment l'antenne de l'ADE à Aïn Bessem

**Pour protester contre les coupures récurrentes de l'eau dont la dernière dure depuis 10 jours, des dizaines de citoyens du village Touhami, situé à la sortie ouest de la ville d'Aïn Bessem, ont procédé ce jeudi à la fermeture du siège de l'antenne ADE d'Aïn Bessem, à 26 kilomètres au sud-ouest de Bouira.**

Les protestataires ont voulu, par cette action, attirer l'attention des pouvoirs publics, en premier lieu le wali pour lui faire part de leur calvaire qui dure depuis des années car selon eux, les responsables locaux, tant ceux de l'APC que ceux de la daïra, ont depuis

longtemps «démissionné» en ne s'occupant plus de la population pour laquelle ils sont censés être à son service.

En effet, selon des protestataires rencontrés sur place ce jeudi, leur village qui est situé en aval du barrage Oued Lekehal, à

moins de 100 mètres de la digue et qui a été érigé d'ailleurs sur l'ancienne base de vie de l'entreprise espagnole qui avait construit ce barrage au début des années 1980 ; un village qui était à l'époque un tout petit îlot mais qui est devenu depuis, un véritable village avec plus de 7 000 âmes qui y vivent ; ce village souffre de la vétusté du réseau d'AEP depuis plusieurs années.

Les autorités locales qui se sont succédé à la tête de l'APC ont toutes été informées du problème

de ce village, toutes avaient donné des promesses mais, jusqu'à présent, aucune n'avait tenu parole.

Aussi, convaincus que la solution ne viendrait jamais des autorités locales, ces villageois interpellent directement le wali dans l'espoir que celui-ci intervienne en leur faveur auprès de la Direction des ressources en eau de la wilaya pour dégager une enveloppe conséquente pour la rénovation complète du réseau d'AEP de ce village.

Y. Y.

**SANTÉ À TIPASA**

La réhabilitation du service public comme priorité

**Lors de la rencontre organisée récemment avec les représentants de la société civile des communes de la daïra de Cherchell, le wali de Tipasa s'était enquis des préoccupations citoyennes, en s'attachant à évaluer les bilans et réalisations effectuées lors de la décennie passée.**

Le wali affirmera à ce titre «nous avons veillé à effectuer un véritable maillage routier des zones reculées et enclavées, pour permettre au gaz, à l'électricité et à l'eau potable de parvenir au niveau de chaque foyer. Des milliards de dinars furent affectés à ce titre. L'aide de l'Etat pour la résorption de l'habitat précaire, et l'aide accordée pour permettre aux fellahs démunis de construire des habitats ruraux décents, furent autant de moyens mobilisés pour la modernisation de nos contrées rurales jadis inaccessibles», en poursuivant «dans l'agglomération rurale de Ghardous, des citoyens ont même exigé l'internet et la téléphonie. Tandis qu'à Sidi Simiane, une autre agglomération rurale, je fus désolé de constater que les locaux cédés aux pharmaciens ne sont pas occupés et les logements dédiés aux médecins restent inoccupés, face à l'absence de médecins, cela malgré l'investissement consacré par l'Etat pour toutes ces constructions».

En marge de ces déclarations, la société civile , par les voix de messieurs Benaï, Bekhti, Hamza et Korchi, s'est évertuée à poser d'autres types de problème d'une autre nature «à l'hôpital de Sidi Ghilès, l'étage complet dédié jadis à la médecine interne se trouve affecté à la neuro-chirurgie, tandis que la gynéco-obstétrique reste la grande absente. Les polycliniques ferment à 15h, et les malades affluent vers les services des urgences qui se trouvent débordés», clame M. Korchi.

La réponse du wali est fulgurante «il ne faut pas se voiler la face et avoir honte de le dire, il s'agit d'un problème de ressources humaines, de personnel et de compétences. Il y a un déséquilibre entre les régions est, ouest et centre de la wilaya sur le plan médical. C'est à ce titre qu'on a pris en charge le problème pour veiller à instaurer un véritable équilibre , à travers la création de 3 pôles ; l'un à l'Est, qui regroupera, Koléa et Bou Ismaïl épaulé par la création de cliniques privées. Le

second pôle qui se situe au centre, est constitué de Hadjout et Tipasa, avec la création de pôles d'excellence, qui verront notamment les spécialités d'ophtalmologie et d'hémodialyse, tandis que le pôle Ouest , qui va de Cherchell, Gouraya, Sidi Ghilès à Damous, verra la création d'un CHU ; il disposera de l'IRM, de scanners, de la neurochirurgie, de la réanimation et d'un service d'oncologie. Nous assisterons à une forme de duplication des services de Aïssat Idir 2, et Blida 2. Sidi Ghilès a reçu en 12 mois plus de 1 100 cancéreux, des patients qui viennent de Médéa», révélera le wali, dans une éloquence surprenante, en précisant que l'accord a été donné pour le lancement de 17 cliniques privées, et «que nos médecins d'Alger intéressés viennent à Tipasa, ils bénéficieront de toutes les aides, assistances et commodités. Des médecins de Hadjout ont donné l'exemple et bénéficient d'une aide de terrains, de crédit et de facilités pour la création de cliniques», ajoutera le wali.

En marge de cet engouement pour le médical, la Direction de la santé de la wilaya de Tipasa, dans un point de presse présenté par le D' Oukfil, s'est résolument orientée

vers la réhabilitation du service public de la santé, à travers la concrétisation des 24 points prônés par les instructions du ministre de la Santé.

Le D' Oukfil dira à ce propos que «l'aspect concernant l'amélioration de l'hygiène et de l'environnement hospitalier est notre préoccupation majeure ; nous avons conclu des conventions avec des sociétés de nettoyage permanent des pavillons hospitaliers». L'autre point, selon notre source, concerne «l'externalisation et le renforcement des consultations spécialisées, en direction de toutes les polycliniques, notamment celles concernant les spécialités de base, à l'instar de la gynéco-obstétrique, la pédiatrie, la cardiologie, la médecine interne, l'endocrinologie, l'ORL, la chirurgie générale et l'orthopédie».

Selon le D' Oukfil, l'hôpital est dédié aux urgences et aux hospitalisations, cela en vue d'éviter les rushs vers structures.

S'agissant de la gynécologie, le D' Oukfil révélera que la mise en fonction à Koléa de 2 blocs opératoires pour la gynéco-obstétrique, la réorganisation des urgences médico-chirurgicales et le renforcement des gardes spécialisées à

l'instar de la gynécologie, permettra de réduire le taux d'évacuations hors wilaya d'une manière drastique, sauf cas exceptionnel.

Notre interlocuteur révélera en outre que «les gardes médicales de chirurgie infantile de Koléa, Tipasa et Sidi Ghilès, sont permanentes. Les mêmes perspectives heureuses sont annoncées pour la neurochirurgie, où Cherchell verra la mise en service de 4 blocs opératoires et un service de réanimation de 22 lits qui desservira les besoins de toute la wilaya».

L'autre aspect évoqué par notre interlocuteur concerne «l'indisponibilité de certains réactifs au niveau de la Pharmacie centrale hospitalière (PCH), contrainte, qui oblige les gestionnaires à recourir aux consultations externes prévues par le code des marchés publics pour l'acquisition de produits destinés aux diabétiques et hypertendus».

Quant au programme élargi de vaccination (PEV), notre interlocuteur annonce la disponibilité des vaccins de l'hépatite, de la rougeole, DTC et DTT, à travers toutes les structures de la wilaya, à l'instar des produits pharmaceutiques d'urgence.

Houari Larbi